



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 18/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BMW France**

5 rue des Hérons  
CS 20750  
78180 Montigny-Le-Bretonneux

Références : D-2026-0030  
Code AIOT : 0006404705

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2025 dans l'établissement BMW France implanté Autodrome de Miramas 13118 Istres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle, l'établissement fait l'objet d'une visite d'inspection au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Cette action vise notamment à contrôler les prescriptions de l'Arrêté Ministériel du 20/11/2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BMW France
- Autodrome de Miramas 13118 Istres
- Code AIOT : 0006404705
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe BMW exploite un centre d'essai sur piste des véhicules (autos et motos) du groupe. Des équipements sous pression sont nécessaires notamment pour les ateliers.

#### Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	1 : Liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	2 : Respect de ou des échéances des inspections périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	3 : Respect de ou échéances des requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18-I	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	5 : Visite terrain (marquage)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités ont été mises en évidence. Des actions correctives sont demandées dans les délais impartis, portant sur :

- la liste incomplète des équipements sous pression (ESP)
- la requalification périodique de 4 compresseurs.

Et concernant les groupes froids, l'exploitant transmettra un planning de mise en conformité.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : 1 : Liste des ESP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu de la liste des ESP
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions de l'arrêté du 20/11/17, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 18/12/2025, l'exploitant a transmis puis présenté lors de la visite, le tableau du suivi de ses équipements sous pression. Cette liste est incomplète et ne répond pas à toutes les prescriptions. En effet, pour chaque équipement, elle n'indique pas : <ul style="list-style-type: none"><li>• le régime de surveillance</li><li>• les dates de réalisation des dernières et prochaines inspections et requalifications périodiques.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de compléter et mettre à jour la liste de ses équipements puis la transmettre dans un délai d'un mois. Le 15/01/2026, l'inspection a transmis à l'exploitant un modèle de liste des équipements sous pressions (ESP).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : 2 : Respect de ou des échéances des inspections périodiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Respect de l'échéance d'inspection périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.  La période maximale est fixée au maximum à : <ul style="list-style-type: none"><li>- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un</li></ul>

essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;  
- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois. Pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

#### **Constats :**

À la lecture de la liste des équipements, l'inspection a constaté que plusieurs d'entre eux étaient en retard d'inspection périodique, notamment :

- les compresseurs Gianiesi Edlio n°A22899 et n°A23201 (pas d'inspection depuis 1995)
- le compresseur SIAP n°LOTM03/322 (aucun contrôle depuis 2003)
- le compresseur Air Com n°L051078-16 (aucun contrôle depuis 2016)
- tous les groupes froids recensés dans la liste des équipements.

L'exploitant a programmé pour les 4 compresseurs non-conformes, une requalification périodique (qui inclura de fait l'inspection périodique) le 24/12/2025.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra transmettre à l'inspection, dans un délai d'un mois, les justificatifs de la réalisation des inspections périodiques sur les 4 compresseurs concernés. De plus l'exploitant transmettra un planning de mise en conformité pour les groupes froids. Ces groupes froids devront être régularisés au plus vite.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 3 : 3 : Respect de ou échéances des requalifications périodiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18-I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Respect de l'échéance d'inspection périodique

#### **Prescription contrôlée :**

L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;
- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène,

trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;

- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;
- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;
- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.

#### Constats :

À la lecture de la liste des équipements, l'inspection a constaté que plusieurs d'entre eux étaient en retard de requalification périodique, notamment :

- les compresseurs Gianiesi Edlio n°A22899 et n°A23201 (dernière requalification en 1995)
- le compresseur SIAP n°LOTM03/322 (pas de requalification depuis sa date de fabrication en 2003)

L'exploitant a confirmé une intervention le 24/12/2025 par la société DEKRA pour la requalification de ces 3 compresseurs non conformes.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalisera la requalification périodique prévue le 24 décembre 2025 et transmettra à l'inspection les justificatifs de la mise en conformité des 3 compresseurs, dans un délai d'un mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 4 : 5 : Visite terrain (marquage)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des marquages (identité et marque de requalification périodique)

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant définit les conditions d'utilisation de l'équipement en tenant compte des conditions

pour lesquelles il a été conçu et fabriqué. Sauf en cas d'application des dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant, en particulier celles figurant sur l'équipement ou sa notice d'instructions, sont respectées.

**Constats :**

Par sondage, l'inspection a demandé à voir le récipient, cuve de 1500 litres, n° de série U8994 du fabricant X. Pauchard.

Le schéma de l'équipement avec ses caractéristiques, a été présenté par l'exploitant.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que :

- l'équipement n'a pas été modifié
- la date de la dernière requalification gravée est le 15/12/2021
- une étiquette indiquant la date de l'intervention périodique, réalisée le 17/12/2025 par le prestataire DEKRA, est collée sur l'équipement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra transmettre à l'inspection, dans un délai d'une semaine, les éléments justificatifs de cette inspection périodique.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 7 jours